

DÉCLARATION LIMINAIRE AU CSA DE RÉSEAU DES PRÉFECTURES ET DES SGCD

LE 11 FEVRIER 2026

Monsieur le Président,
Madame la DRH ministérielle,
Mesdames et messieurs les membres du CSA de réseau préfecture et SGCD,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le premier CSA de l'année 2026 et plus que jamais mobilisés pour nos collègues qui subissent des attaques incessantes sur leur pouvoir d'achat.

La hausse du SMIC fait passer grand nombre d'entre eux sous le seuil légal de rémunération...
A quand seront-ils sous le seuil de la pauvreté ? Certains le sont déjà..

Les annonces et les attaques concernant la fonction publique sont légion et vont toucher nos collègues de plein fouet :

- jour de carence
 - baisse de rémunération en cas de CMO
- ET prochainement
- des restrictions sur les Autorisations Spéciales d'Absence « évènements familiaux »
 - de nouvelles orientations sur le temps partiel thérapeutique

Tout ceci sur fond de budget en berne qui n'incite pas à l'optimisme et laisse peu d'espoir aux collègues.

Et avec ceci, toujours de gros problèmes de paye et des collègues qui ne perçoivent pas les passages d'échelons, le SFT, le transport, la PSC ! C'est inacceptable !

Les services sont en grande détresse :

- les SGCD encore et toujours sollicités par les différents ministères sans cohésion, sans convergence des outils.
- les CERT en difficulté soumis à des cadences importantes et victimes de certains encadrants toxiques.
- les services des étrangers qui font la une de la presse, sont sous le feu des projecteurs pour des retards d'instruction, et pour lesquels les outils continuent à faire l'objet d'anomalies récurrentes.
- la problématique des SIC dont la charge de travail augmente entre bugs, outils inadaptés, et manque de moyens.

Et que dire du dialogue social qui se détériore, notamment au niveau local ?

Par ailleurs, nous attendons depuis longtemps maintenant le rapport de la mission IGA sur la restauration.
Doit-on le demander directement au ministre ?

A l'heure où le manque d'attractivité est criant dans nos services, où l'administration nous explique que le recours aux contractuels est indispensable, toutes les mesures tendent à faire fuir les fonctionnaires et à faire renoncer les candidatures aux concours. Nous avons d'ailleurs demandé la tenue d'un GT contractuels à plusieurs reprises !

Nous avons également des interrogations sur la sécurité liée à l'utilisation de l'IA, s'agissant des risques concernant les données mais aussi pour la protection de nos collègues utilisateurs. Notre organisation syndicale s'inquiète car de nombreuses applications au MI ont été hackées ...

Un dernier mot pour les sous-préfectures, quel est leur avenir? vu le passage de la cour des comptes dans les préfectures

